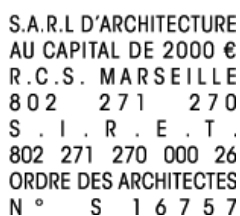


46 RUE LIANDIER - 13008 MARSEILLE

MAITRE D'OUVRAGE
**DIRECTION REGIONALE
DES FINANCES
PUBLIQUES**

Cahier des Charges Techniques Communes

[illegible]

1.	OBJET DU PRÉSENT CCTC	5
2.	PRÉSENTATION DU PROJET	5
3.	INTERVENANTS.....	6
3.1.	MAITRE D'OUVRAGE : SECRETARIAT GENERAL DES MINISTRES ECONOMIQUES ET FINANCIERS	6
3.2.	MAITRE D'USAGE : DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES PACA	6
3.3.	MAITRE D'OEUVRE	7
3.3.1.	ARCHITECTE : DEPOIZIER CREST ARCHITECTES ET ASSOCIÉS	7
3.3.2.	BUREAU D'ETUDES STRUCTURE : INGENIERIE 84	7
3.3.3.	BUREAU D'ETUDES FLUIDES : GEE	7
3.3.4.	BUREAU D'ETUDES ACOUSTIQUE : ATELIER ROUCH	7
3.3.5.	COORDONNATEUR SSI : 2LS	7
3.4.	COORDONNATEUR DE SANTE ET DE PROTECTION DE LA SANTE : AASCO	8
3.5.	CONTROLEUR TECHNIQUE : QUALICONSULT	8
4.	MODE D'INTERVENTION DES ENTREPRENEURS ET LISTE DES LOTS.....	9
4.1.	LISTE DES LOTS	9
4.2.	LE MARCHE EST CONCLU A PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE	9
4.3.	PLANS ET DESCRIPTIFS.....	10
4.4.	COTES	11
4.5.	TRAVAUX DANS EXISTANTS.....	11
4.5.1.	PRESRIPTIONS PARTICULIERES.....	11
4.5.2.	DIMENSIONS DES EXISTANTS	11
4.6.	TRAVAUX EN SITE OCCUPE	11
4.6.1.	SPECIFICITE.....	11
4.6.2.	BRUITS DE CHANTIER	11
4.6.3.	PROTECTION DE CHANTIER.....	12
5.	DELAIS.....	12
5.1.	DELAJ GLOBAL	12
5.2.	DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	12
6.	OBLIGATIONS COMMUNES A TOUTES LES ENTREPRISES	12
6.1.	VIS-A-VIS DES RIVERAINS ET AVOISINANTS	13
6.2.	VIS-A-VIS DES SERVICES CONCEDES / SERVICES MUNICIPAUX.....	13
7.	INTERLOCUTEUR PRIVILEGIE.....	14
8.	PRESRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES	14
8.1.	PRESRIPTIONS THERMIQUES	14
8.2.	PRESRIPTIONS ACOUSTIQUES	14
8.3.	PRESRIPTIONS DE SECURITE CONTRE L'INCENDIE.....	14
9.	ETUDES TECHNIQUES	14
10.	DOCUMENTS A PRESENTER	14
10.1.	AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX.....	15
10.2.	AVANT L'EXECUTION DE CHAQUE FRACTION D'INSTALLATION.....	15
10.3.	DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES	15
10.4.	DESSINS D'EXECUTION – FRAIS DE TIRAGE	16
11.	NORMES ET REGLEMENTS	16
11.1.	FOURNITURES ET TRAVAUX TRADITIONNELS	16

11.2.	FOURNITURES ET PROCEDES NOUVEAUX OU NON TRADITIONNELS	16
11.3.	ÉQUIVALENCE.....	17
11.4.	MARQUES ET REFERENCES	18
12.	ORGANIGRAMME SURETE.....	18
13.	PERIODE DE PREPARATION.....	18
14.	ECHANTILLONS	19
15.	PROTOTYPES.....	19
16.	ÉTALONNAGE DES TEINTES.....	20
17.	ÉTABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'EXECUTION, APPROBATION	20
17.1.	COTES DES PLANS.....	20
17.2.	NOTES DE CALCULS – DOCUMENTS TECHNIQUES	20
17.3.	APPROBATION	20
17.4.	ÉTABLISSEMENT ET DIFFUSION DES PLANS	21
17.5.	PLANS DE SYNTHESE	21
17.6.	REPRODUCTION DES DOCUMENTS DE CHAQUE ENTREPRISE.....	21
18.	SYNTHESE.....	21
19.	NOTE GENERALE SUR LES CONTROLES	21
20.	FORMALITES PRELIMINAIRES, OBTENTION DES AUTORISATIONS.....	23
21.	PRISE DE POSSESSION DES LIEUX – RECEPTION DES SUPPORTS.....	23
22.	PRESTATIONS D'INTERET COMMUN ET PRORATA	24
23.	INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	25
23.1.	PANNEAU DE CHANTIER	25
23.2.	BASE VIE DE CHANTIER	25
23.3.	NETTOYAGE DU CHANTIER	25
24.	INSTALLATIONS COMMUNES	26
25.	INSTALLATIONS PRIVATIVES	26
26.	ALIMENTATIONS DU CHANTIER	26
27.	ECLAIRAGE DU CHANTIER.....	27
28.	INSTALLATIONS SANITAIRES DU CHANTIER	27
29.	ACCES ET CIRCULATION INTERIEURE AU SITE.....	27
30.	SIGNALISATION EXTERIEURE :.....	27
31.	DEMARRAGE DE CHANTIER.....	27
31.1.	CONDITIONS DE REALISATION DES TRAVAUX.....	27
31.2.	ORGANISATION DU CHANTIER	28
32.	GARDE DES OUVRAGES CONFIES	28
33.	DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES HYGIENE ET SECURITE APPLICABLES AU PROJET	28
34.	DECHETS DU CHANTIER	29
34.1.	LA PRE-COLLECTE.....	29
34.2.	LE STOCKAGE PROVISoire SUR LE CHANTIER	29
34.3.	LE CONTROLE DE LA QUALITE DES DECHETS	30
35.	TRAIT DE NIVEAU	30
36.	PERCEMENTS, SCELLEMENTS ET REBOUCHEMENTS	30
36.1.	RESERVATIONS ET REBOUCHEMENTS	30
36.2.	SCELLEMENTS	32
36.3.	TROUS NON RESERVES	32
37.	SCELLEMENTS HUISSERIES	32

38.	JOINTS DE DILATATION	32
39.	RECEPTION DES SUPPORTS.....	32
40.	MALFAÇONS	33
41.	LISTE DES DOCUMENTS CONSTITUTIF DU DOSSIER	34

1. OBJET DU PRÉSENT CCTC

Le présent document, cahier des clauses techniques communes (CCTC ainsi que ses annexes), est commun à l'ensemble de lots. C'est un document contractuel qui complète les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) de chaque lot. En tout état de cause, il ne peut être dissocié de ces derniers.

Il a pour objet de définir les spécifications communes aux lots concernés.

Il comprend le présent document auquel sont annexées :

- Notice de Sécurité Incendie
- Notice d'Acoustique
- Notices techniques
- Notice thermique
-

Il est obligatoire, pour chaque Entrepreneur de prendre connaissance des CCTP de l'ensemble des lots. En effet, chaque Entrepreneur doit se tenir informé de l'ensemble des travaux, s'entendre avec les autres Entrepreneurs sur ce qu'ils ont de commun, reconnaître par avance tout ce qui intéresse leur exécution, fournir les indications nécessaires à l'exécution de ses propres travaux, s'assurer qu'elles sont suivies et, en cas de contestation, en référer à la Maîtrise d'œuvre.

Chaque Entrepreneur se trouve en relation contractuelle directe avec le Maître de l'ouvrage. Chaque entrepreneur ne peut pas ignorer le contrat des autres entrepreneurs. Il est donc expressément convenu que l'ensemble des stipulations contractuelles, dont chaque signataire déclare avoir une parfaite connaissance, pourra, autant que de besoin, être invoqué dans les rapports de toute nature auxquels pourrait donner lieu l'exécution des travaux.

2. PRÉSENTATION DU PROJET

Le projet s'inscrit dans un site appartenant à la direction régionale des finances publiques sur Marseille, situé au 46 Rue Liandier dans le 8^e arrondissement de Marseille.

Le projet consiste au réaménagement partiel d'un bâtiment existant destiné à un usage tertiaire, soumis au code du travail, en espaces de travail innovants.

Situé sur les parcelles 842E 114 et 115, ce bâtiment se compose en une aile Nord et une aile Sud, reliées entre elle par un noyau de service, se développant sur quatre niveaux (RDC, R+1, R+2, R+3) et sur des parkings en sous-sol.

Sa réhabilitation répond aux besoins actuels en termes de confort, d'ergonomie et de performance énergétique.

Les travaux s'effectueront pour partie en site occupé, les travaux ne concernant pas le premier étage de l'aile Sud et une partie du RDC (Zone Archives).

La surface de plancher et les dégagements existants sont inchangés.

Les travaux consistent principalement en travaux de second œuvre : Recloisonnement intérieur, réfection des installations techniques et des revêtements de finitions.

Le recloisonnement et redistribution intérieure entraîne ainsi quelques travaux de Gros Œuvre : 2 RSO pour nouveaux accès au 3^e étage de l'aile Sud et Création d'un Local Pompe à Chaleur (PAC) en RDC.

Les menuiseries extérieures ne sont pas remplacées dans le cadre du projet.

Les travaux concernent ainsi les niveaux ci-dessous :

- Toiture au niveau du Local Chaufferie
- R+3 en totalité
- R+2 en totalité
- R+1 Aile Nord et noyau central
- RDC pour partie

3. INTERVENANTS

Abréviations :

- Le MOA : maître d'ouvrage
- La MU : maîtrise d'usage
- La MOE : maîtrise d'œuvre
- Le CSPS : coordonnateur de sécurité et de protection de la santé
- Le CT : contrôleur technique

3.1. MAITRE D'OUVRAGE : SECRETARIAT GENERAL DES MINISTERS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Service de l'immobilier et l'environnement professionnel (SIEP)

52 rue Liandier

13 008 MARSEILLE

Adresse électronique : Laurent.louati@finances.gouv.fr / Christophe.praitano@finances.gouv.fr /

Alexandre.aitomar@finances.gouv.fr

Représentée par MR LOUATI / MR PRAITANO / MR AITOMAR

Tel 06.22.78.12.41 ou 04.96.20.67.13

3.2. MAITRE D'USAGE : DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES PACA

Pôle pilotage et ressources. -Equipe Grands Projets Immobiliers et Sobriété énergétique.

Rue Liandier

13 008 MARSEILLE

Adresse électronique : camille.beauvieux@dgfip.finances.gouv.fr / christophe.racouchot@dgfip.finances.gouv.fr /

Vincent.sivieude@dgfip.finances.gouv.fr

Représentée par MME BEAUVIEUX / MR RACCOUCHOT / MR SIVIEUDE

Tel 07.78.06.23.03

3.3. MAITRE D'OEUVRE

3.3.1. ARCHITECTE : DEPOIZIER CREST ARCHITECTES ET ASSOCIÉS

30 Boulevard de la LIBERATION

13001 MARSEILLE

Adresse électronique : info@depoiziercrest.archi

Représentant groupement de maîtrise d'œuvre : Pierre DEPOIZIER et Marina GONCALVES FERREIRA

Tél : 06.63.30.95.95 ou 07.60.82.00.44

3.3.2. BUREAU D'ETUDES STRUCTURE : INGENIERIE 84

40 Avenue de la 1ere DB Z.E du M.I .N – BP 40217

84 306 CAVAILLON CEDEX

Adresse électronique : olivier.lesur@ingenierie84.fr

Représentant : Olivier LESUR

Tél : 06.17.72.60.79

3.3.3. BUREAU D'ETUDES FLUIDES : GEE

165 chemin des Négadoux

83 140 SIX FOUR LES PLAGES

Adresse électronique : olivier.moinier@gee-ing.com

Représentant : Olivier MOINIER

Tél : 06.58.02.17.26

3.3.4. BUREAU D'ÉTUDES ACOUSTIQUE : ATELIER ROUCH

123 Place Jacques Mirouze

34 000 MONTPELLIER

Représentant : Nicolas ALBARIC

Adresse électronique : contact@atelier-rouch.com

Tél : 04.67.86.93.71

3.3.5. COORDONNATEUR SSI : 2LS

6 Rue Marie Louise

13 008 MARSEILLE

Représentant : Franck ODDONE

Adresse électronique : Franck.oddone@gmail.com

Tel : 06.01.85.54.74

3.4. COORDONNATEUR DE SANTE ET DE PROTECTION DE LA SANTE : AASCO

62 Rue Cesaria Evora

84 350 COURTHEZON

Représentant : Florent FAURE

Adresse électronique : Florent.faure@aasco.fr

Tel : 06.25.55.29.38

3.5. CONTROLEUR TECHNIQUE : QUALICONSLT

7-9 Rue Jean Mermoz

13008 MARSEILLE

Représentant : Paul ABOU KHALIL

Adresse électronique : paul.abou-khalil@qualiconsult.fr

Tél : 06.71.56.10.72

4. MODE D'INTERVENTION DES ENTREPRENEURS ET LISTE DES LOTS

4.1. LISTE DES LOTS

Cette opération est réalisée en corps d'état séparés. Les travaux sont divisés en lots identifiés faisant chacun l'objet d'un marché.

La décomposition, telle que définie dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières, oblige chaque participant à l'opération, avant signature de son marché, à prendre connaissance et respecter l'ensemble des Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) de tous les corps d'état ainsi que du présent Cahier des Clauses Techniques Communes à tous les lots (C.C.T.C) et ses annexes, ceci afin d'éviter erreurs, fausses interprétations et/ou d'ignorer des travaux qui lui incombent.

Allotissement :

L'allotissement du présent marché est retrouvé au sein du CCAP.

La consistance des différents lots est la suivante :

- **LOT 01** – INSTALLATION DE CHANTIER / CURAGE / GROS-OEUVRE
- **LOT 02** – SERRURERIE / CLOISONS VITRÉES
- **LOT 03** – CLOISON / DOUBLAGE / FAUX-PLAFOND / SOFFITE
- **LOT 04** – MENUISERIES INTÉRIEURES / AMÉNAGEMENTS MENUISÉS
- **LOT 05** – REVÊTEMENTS DURS / SOLS SOUPLES / PEINTURE / NETTOYAGE
- **LOT 06** – CFO / Cfa / SSI
- **LOT 07** – CVC / PLOMBERIE

- **LOT A** – MOBILIER
- **LOT B** – DECORATION VEGETALE

Tranches optionnelles obligatoires et tranches conditionnelles :

Le marché ne comporte pas de tranche optionnelle ni conditionnelle

4.2. LE MARCHE EST CONCLU A PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE

L'entrepreneur doit à ce titre la réalisation de l'ensemble des travaux et ouvrages indiqués dans le dossier technique élaboré par le Maître d'œuvre, mais également ceux qui, bien que non explicitement décrits, sont nécessaires à l'achèvement complet du projet, compte tenu de sa destination.

Le présent descriptif détaillé par corps d'état a pour but de définir tous les travaux à exécuter et de préciser les limites des fournitures et prestations dues au titre du marché de chacun des chapitres. Cette énumération n'est pas limitative.

Bien que classé par corps d'état, le présent descriptif forme un ensemble homogène permettant l'exécution complète du projet.

Les marques citées dans le CCTP ne sont pas obligatoires **mais doivent l'être en équivalence.**

Marché au prix global et forfaitaire

- La proposition de prix du soumissionnaire est forfaitaire, et correspond à la totalité des prestations et exigences du DCE et s'entend installation livrée en ordre de marche. Néanmoins, le bordereau de prix servira au règlement des travaux réellement réalisés en cas de modifications survenues en cours de chantier.
- L'offre de prix s'entend complète c'est-à-dire fournitures, main d'œuvre, frais de déplacement, compte prorata, frais d'études propres au soumissionnaire et autres frais mentionnées dans le DCE.

Quantitatifs

- Les quantités données dans le bordereau quantitatif sont indicatives et ne soustraient pas le soumissionnaire, de sa responsabilité quant aux quantités réelles à mettre en œuvre pour la livraison en ordre de marche de ses installations.
- Pour cela, il devra vérifier avec soins, la cohérence des quantités entre pièces écrites et pièces graphiques afin d'établir son prix forfaitaire. Dans tous les cas, en cas de différences constatées, il devra obligatoirement prendre en compte la prestation la plus contraignante financièrement et signaler les anomalies dans son offre.
- Pour permettre une comparaison équitable des offres de prix, le bordereau de prix unitaires devra être rigoureusement respecté.

4.3. PLANS ET DESCRIPTIFS

Les indications portées sur les plans et les descriptifs se complètent.

En outre les entrepreneurs déclarent :

- Avoir pris connaissance de l'ensemble des documents.
- Avoir prévu tous les travaux indispensables au complet et parfait achèvement de leurs ouvrages.

Ils ne pourront prétendre à aucune augmentation du prix global sous prétexte d'omission, imprécision ou interprétation erronée des plans et devis, qui n'aurait pas été signalée au descripteur des présents documents par écrit, avant le dépôt des soumissions.

Le prix forfaitaire soumissionné comprend implicitement tous les ouvrages nécessaires ou simplement utiles, au parfait achèvement du projet dans le cadre des plans et des devis descriptifs tous corps d'état.

Les travaux supplémentaires qui pourraient être demandés par le Maître d'Œuvre ou le Maître de l'Ouvrage, ou qui pourraient s'avérer nécessaires en cours d'exécution, devront obligatoirement faire l'objet d'un ordre de service avant l'exécution.

Tous les documents graphiques remis à l'entrepreneur pour l'exécution des ouvrages doivent être considérés comme une proposition qu'il devra examiner, compléter et modifier si nécessaire, avec l'accord de la Maîtrise d'Ouvrage et de la Maîtrise d'Œuvre avant tout commencement d'exécution.

Le projet architectural prime sur les documents techniques, tout en respectant scrupuleusement les règles et normes en vigueur. L'entrepreneur ne saurait invoquer la prééminence des documents techniques émanant des bureaux d'études techniques (BET) sans avoir, au préalable, pris en considération les pièces produites par l'architecte. Il lui incombe également de signaler en amont les adaptations nécessaires afin de garantir, dans toute la mesure du possible, le respect des intentions du projet architectural.

L'entrepreneur devra signaler au Maître d'Œuvre les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la stabilité, la conservation des ouvrages, l'usage auquel ils sont destinés et l'observation des règles de l'art (les modifications devront être précisées avant la signature des marchés).

Le fait pour un entrepreneur d'exécuter sans en rien changer les prescriptions des documents techniques remis par le Maître d'œuvre ne peut atténuer, en quoi que ce soit, sa pleine et entière responsabilité de constructeur, s'il n'a pas présenté ses réserves par écrit au moment de la remise de la soumission.

4.4. COTES

Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans.

En cas d'erreur, d'insuffisance ou de manque de cote, l'entrepreneur devra en référer au Maître d'œuvre qui fera lui-même les mises au point ou rectifications nécessaires.

Les entrepreneurs resteront seuls responsables des erreurs non signalées, ainsi que des modifications qu'entraîneraient pour eux, et les autres corps d'état, un oubli ou l'inobservation de cette clause.

4.5. TRAVAUX DANS EXISTANTS

4.5.1. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Pour l'exécution des travaux, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et précautions nécessaires pour éviter tous désordres, si minimes soient-ils, aux ouvrages existants conservés.

Il devra notamment :

- Exécuter tous étaielements, protections et étrésillonnements avant les travaux.

Il est bien entendu que l'entrepreneur aurait à supporter toutes les conséquences de désordres qui apparaîtraient sur les ouvrages existants en cours d'exécution des travaux ou après finition de ceux-ci. Tous les frais consécutifs aux prescriptions du présent article font intégralement partie du prix du marché.

4.5.2. DIMENSIONS DES EXISTANTS

Les dimensions d'ouvrages indiquées dans le CCTP sont des dimensions approximatives données à titre strictement indicatif et non contractuel. Il en est de même pour ce qui est des côtes et dimensions figurant sur les documents graphiques joints à titre indicatif, qui ne sont en aucun cas contractuelles.

L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir procédé sur le site au contrôle des dimensions des ouvrages.

Au moment des travaux, l'entrepreneur procédera sous sa seule responsabilité à la totalité des levés de cotes qui lui sont nécessaires.

4.6. TRAVAUX EN SITE OCCUPE

Les travaux se dérouleront en site partiellement occupé : le niveau 1 aile Sud restant en fonctionnement pendant la durée du chantier.

Ce plateau abrite le service informatique et les salles blanches de la direction régionales des finances publiques PACA. La continuité de service est impérative, en particulier au niveau des installations de Courants forts et faibles.

4.6.1. SPECIFICITE

- En site occupé
- Accès restreints et sécurisés
- La nécessité de conserver des organes techniques en activité (Local Informatique et Salles Blanches)
- D'éviter un maximum les nuisances, bruits et poussière.
- De maintenir un chantier propre
- De respecter les zones de chantier sans débordement sur le site occupé

4.6.2. BRUITS DE CHANTIER

Compte tenu des conditions du chantier, il devra être apporté une attention particulière aux bruits de chantier.

L'entrepreneur devra veiller à ce que les bruits de chantier ne dépassent en aucun cas les limites fixées par la réglementation, et il aura à prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions mitoyennes existantes, il pourra être demandé à l'entrepreneur de réduire encore le niveau des bruits

par des dispositions appropriées. Ces dispositions seraient, le cas échéant, implicitement comprises dans les prix du marché.

4.6.3. PROTECTION DE CHANTIER

L'entreprise du lot n°01, en charge des installations de chantier, indiquera les mesures prises pour garantir la sécurité des utilisateurs, durant la durée des travaux et ne pas causer les troubles majeurs à l'établissement. Compte tenu du phasage des travaux, l'entreprise prévoira une protection « évolutive » du chantier, pendant toute la durée des travaux.

Sur demande du Maître d'Ouvrage, des utilisateurs ou de la Maîtrise d'œuvre, l'entreprise devra la mise en place des protections spécifiques et localisées.

5. DELAIS

5.1. DELAI GLOBAL

Les travaux se déroulent sur un délai de 8 mois (Continuité durant les congés estivaux).

Aucune entreprise ne pourra demander un délai supplémentaire pour cause de fermeture annuel et devra faire le nécessaire pour organiser ses équipes en fonction du planning transmis.

5.2. DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le délai global comprend des délais d'exécution des prestations qui sont présentés dans le calendrier grande ligne. Ces délais sont matérialisés par des jalons que tous les entrepreneurs devront respecter.

6. OBLIGATIONS COMMUNES A TOUTES LES ENTREPRISES

L'obligation de prise en compte de tous les impératifs indiqués dans les notices et les pièces administratives (Déclaration Préalable et avis), etc. ...

L'obligation de résultat pour l'obtention des performances acoustiques.

L'obligation de résultat en matière de Plomberie sanitaire - installation électrique Protection contre les bruits émis à l'intérieur du bâtiment - Protection contre les bruits émis à l'extérieur du bâtiment – confort thermique d'été – règlement thermique, etc ...

L'ensemble des pièces écrites et graphiques du dossier : confer également CCAG/CCAP.

Les obligations de résultats énoncées dans les documents sont à considérer comme des minima de qualité du bâtiment. Elles ne remettent pas en cause les performances ou prestations de niveau supérieur figurant dans les autres pièces écrites ou graphiques du dossier Marché. Lorsque des prestations décrites dans les descriptifs ou dessinées sur les plans, qui sont les obligations de moyens minimales, conduisent à des performances supérieures à celles qui sont énoncées ci-après, elles devront être réalisés comme décrites ou dessinées, ou les équivalents proposés devront permettre d'obtenir des résultats au moins de même niveau que les prestations décrites. Si ces prestations ne suffisent pas à respecter les obligations de résultats définies, l'entreprise doit avoir prévu des prestations capables de les respecter dans son offre de prix.

Le projet doit respecter la réglementation en vigueur et notamment les dispositions les plus contraignantes des textes indiqués.

Le projet architectural prime sur les documents techniques, tout en respectant scrupuleusement les règles et normes en vigueur. L'entrepreneur ne saurait invoquer la prééminence des documents techniques émanant des bureaux d'études techniques (BET) sans avoir, au préalable, pris en considération les pièces produites par l'architecte. Il lui incombe également de signaler en amont les adaptations nécessaires afin de garantir, dans toute la mesure du possible, le respect des intentions du projet architectural.

Les démarches et demandes auprès de l'ensemble des services concédés et l'obtention des autorisations nécessaires.

L'ensemble des lots de travaux constituant un document unique, même s'il est matériellement dissocié, chacun de ceux-ci n'a de valeur qu'associé aux autres corps d'état. **Le titulaire du lot doit, indépendamment de son CCTP prendre connaissance des CCTP des autres corps d'état, pour lesquels une intervention en énergie, en fourniture, main-d'œuvre, raccordement, etc., est décrite ou nécessaire.**

L'Entrepreneur de chaque lot se mettra en rapport avec les titulaires des autres lots pour assurer une parfaite finition de ses ouvrages, en particulier en ce qui concerne le raccordement avec les autres matériaux, les raccords au pourtour des passages de canalisations ou autres, l'épaisseur des réservations, etc.

L'Entrepreneur de chaque lot doit indiquer aux autres corps d'état, dans les délais imposés par le planning, les ouvrages dont il a besoin, faute de quoi, il se trouvera dans l'obligation de les exécuter à ses frais.

L'Entrepreneur devra travailler en liaison avec les autres corps d'état et se renseigner par lui-même sur les implantations de leurs ouvrages.

L'Entrepreneur devra étudier les ouvrages des autres corps d'état qui seraient amenés à avoir des interactions avec ceux de son propre lot, ce afin de préserver et de respecter les règlements à ce sujet.

Les accords et conclusions découlant de ces rapports seront communiqués au Maître d'Œuvre.

L'Entrepreneur devra veiller à ne pas abîmer ni provoquer de dégradations aux ouvrages des autres corps d'état.

6.1. VIS-A-VIS DES RIVERAINS ET AVOISINANTS

Durant toute la période de construction, les entreprises s'engagent à prendre toutes les dispositions pour limiter les perturbations liées à la réalisation du chantier, notamment :

- L'accès au chantier pour les camions, engins et véhicules des entreprises de quelque nature qu'ils soient. L'accès au chantier sera géré par le Lot n°01.
- En apportant un soin tout particulier à la protection de l'environnement du bâti existant lors de l'exécution des travaux.
- S'engagent à reprendre à leurs frais les reprises d'éventuels désordres qui seront constatés sur les mitoyens, en cours ou à la fin du chantier qui seraient dus à la réalisation du chantier. Un constat exhaustif contradictoire d'un état des lieux initial avant travaux des mitoyens sera établi par un expert judiciaire.
- Les abords, ainsi que les ouvrages provisoires (voie de désenclavement, réseaux déviés et/ou existants, etc...) devront être maintenus en parfait état de propreté et de fonctionnement à tous les stades du chantier
- Les entreprises devront travailler aux heures et jours ouvrables. Aucun travail bruyant ne devra être exécuté de nuit ou le jour du repos dominical. Toute dérogation au présent article ne pourra être qu'exceptionnelle et justifiée par des impératifs de chantiers exceptionnels qui devront être expressément et par écrit autorisé par le Maître d'ouvrage.

6.2. VIS-A-VIS DES SERVICES CONCEDES / SERVICES MUNICIPAUX

Les entreprises effectueront les démarches et demandes auprès de l'ensemble des services concédés et l'obtention des autorisations nécessaires.

Les entrepreneurs permettront et faciliteront l'accès du chantier aux services concédés qui le souhaite, pour la réalisation de relevé, sondages et interventions éventuelles qui leur sont nécessaires, sans qu'ils puissent se prévaloir d'indemnité complémentaire.

Ces prestations étant réputées être comprises dans leurs offres de prix.

7. INTERLOCUTEUR PRIVILEGIE

Chaque entreprise ou chaque groupement d'entreprises nommera un interlocuteur privilégié dont le rôle sera le dialogue technique, financier, et de planification avec la Maîtrise d'Œuvre. Celui-ci sera le seul habilité à signer le courrier courant de son entreprise.

8. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES

8.1. PRESCRIPTIONS THERMIQUES

Les dispositions légales et réglementaires en matière de prescriptions thermiques seront strictement appliquées au projet.

Le projet doit répondre aux exigences RE2020 et du décret tertiaire.

Cf. Notices thermiques jointe au dossier.

8.2. PRESCRIPTIONS ACOUSTIQUES

Chaque Entrepreneur établira ses études et réalisera ses ouvrages afin de concourir, pour ce qui le concerne, à l'obtention des objectifs fixés par la loi.

Cf. Notices acoustique jointe au dossier.

8.3. PRESCRIPTIONS DE SECURITE CONTRE L'INCENDIE

Les prescriptions liées à la sécurité incendie sont données en annexe dans la notice de sécurité et notice SSI.

Chaque Entrepreneur intégrant un ouvrage dans une paroi verticale ou horizontale devra reconstituer le degré Coupe Feu de la paroi par tout dispositif approprié.

9. ÉTUDES TECHNIQUES

a) L'Entrepreneur attributaire fera sienne l'étude technique du projet du Maître d'Œuvre. Tous les avis formulés par le Contrôleur Technique seront respectés sans donner lieu à un supplément de prix.

En aucun cas l'aspect architectural du projet ne sera modifié sans le consentement écrit de l'Architecte.

Seuls les plans d'exécution visés par la Maîtrise d'Œuvre et le Contrôleur Technique serviront à exécuter les travaux. Seuls les documents et plans communiqués sur support papier seront validés.

b) Dans le cas de groupement d'entreprises, le mandataire du groupement d'entreprises est en charge de la coordination des études d'exécution des différents lots.

A ce titre, il doit assurer la complétude des études d'exécution et palier à toutes lacunes dans les études d'interfaces entre les membres du groupement.

Dans le cadre de l'offre, du groupement, le mandataire aura établi le programme des études d'exécution du groupement et la répartition des tâches entre les cotraitants de telle manière à couvrir la globalité des études et des interfaces de ces études.

10. DOCUMENTS A PRESENTER

Toutes les études et la réalisation des tous les plans de détails, notes de calcul, plans d'exécution, plans d'ateliers, etc. des ouvrages sont à la charge de chaque lot.

Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans et détails établis par la Maîtrise d'Œuvre.

10.1. AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX

En sus des documents demandés par les pièces générales du marché (pièces administratives, qualifications, etc.), l'Entrepreneur devra fournir :

- une liste des matériels avec marques, types et caractéristiques techniques,
- les renseignements nécessaires aux autres corps d'état: plans de réservations, hauteur du support, etc.

Les plans de réservations doivent être fournis en temps utile et pendant le délai de préparation précisé ou dans le CCCS.

Toute exécution prématurée, faute d'avoir en temps utile soumis les plans à l'approbation du Maître d'Œuvre, s'effectuerait sous la seule responsabilité de l'Entrepreneur et les modifications qui pourraient lui être demandées seraient entièrement à sa charge, y compris les conséquences du retard sur le planning des travaux.

10.2. AVANT L'EXECUTION DE CHAQUE FRACTION D'INSTALLATION

L'Entrepreneur doit soumettre les notes de calculs détaillées et deux exemplaires de plans pour contrôle et approbation au Bureau de Contrôle et au Maître d'Œuvre.

Les notes de calcul et les plans d'exécution devront avoir reçu l'accord du Bureau de Contrôle et du Maître d'Œuvre avant tout commencement des travaux.

Ces documents seront donnés au Maître d'Œuvre au moins 20 jours avant la mise en chantier afin que ce dernier puisse contrôler et rectifier, s'il y a lieu, ces documents.

Les Entrepreneurs seront responsables du retard dans l'exécution des travaux résultant de la remise tardive de ces documents et des corrections et compléments d'études nécessaires pour leur mise au point.

Chaque utilisateur de ces plans doit en vérifier tous les éléments au moment de l'étude, de l'implantation et de la mise en œuvre. En cas d'erreur, d'insuffisance ou de manque de précisions, celles-ci devront être immédiatement signalées au Maître d'Œuvre.

L'ouvrage ne devra être poursuivi qu'après réception du plan complet. L'inobservation de ces obligations engagerait la responsabilité de l'Entrepreneur.

10.3. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

Dès que possible et obligatoirement avant la réception des ouvrages, l'Entrepreneur devra soumettre au Maître d'Œuvre, le dossier des ouvrages exécutés (DOE) certifié conforme à l'exécution (y compris travaux modificatifs) :

Après vérification par le Maître d'œuvre, et après avoir apporté les modifications et compléments éventuels, l'entrepreneur adressera les DOE sur support papier et support informatique au Maître d'ouvrage, au Maître d'œuvre, Bureau de contrôle, coordonnateur SPS et les Bet spécialisés :

- 2 ex. papier + 1 clefs USB au Maître d'ouvrage
- 1 ex. papier + 1 clef USB Architecte

L'Entrepreneur est tenu de fournir, pour tous les ouvrages, les documents conformes à l'exécution :

- les plans des ouvrages exécutés, les notes de calcul et le calendrier réel d'exécution des travaux,
- Les descriptions détaillées des installations avec caractéristiques essentielles, plans et schémas de repérage.
- Les schémas techniques des installations (unifilaires électriques, principe réseaux ventilation, etc.). les fiches techniques des différents matériaux et des produits utilisés,
- les avis techniques, classements des produits et ouvrages, etc.,
- les procès-verbaux de traitements des matériaux,
- les procès-verbaux d'essais de tous les matériaux et ouvrages, les certificats des essais CDPREC,

- les notices de fonctionnement et d'entretien des différents équipements avec indication de leur provenance.
- le détail des opérations de maintenance, avec calendrier d'intervention et références des ingrédients à utiliser.
- Le tableau des pannes prévisibles, contrôles à effectuer, consignes de dépannage.
- Le répertoire des fournisseurs de matériels avec adresse des distributeurs.

Les plans devront comporter sur le cartouche la mention "Plan de récolement conforme à l'exécution", le tampon et la signature de l'Entreprise.

En plus des dossiers DOE, un dossier complet devra être également fourni au coordonnateur sécurité en vue de l'établissement du Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO) mis en forme et présenté suivant spécification du CSPS, y compris fiches d'intervention dûment remplies.

10.4. DESSINS D'EXECUTION – FRAIS DE TIRAGE

Pour tous les ouvrages, l'Entrepreneur devra établir, en conformité avec les pièces du marché, les dessins d'ensemble et de détails nécessaires à l'exécution des ouvrages et à leur pose, en liaison avec les autres corps d'états.

Ces dessins devront préciser les emplacements et dimensions de ses ouvrages, les axes et les dimensions des trous et feuillures éventuelles à réserver.

Ils seront soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre avant l'exécution des ouvrages, dans un délai compatible avec le planning d'exécution.

L'ensemble des frais de tirage des :

- Plans de fabrications,
- Plans d'exécution,
- Plans des ouvrages exécutés, etc...

nécessaires aux différents intervenants (Maître d'ouvrage, Architecte, BET, Bureau de Contrôle, etc.) sont à la charge de chaque lot.

Les POE, notices, documentations seront diffusés à l'architecte et au Bureau de contrôle impérativement sur support papier.

11. NORMES ET REGLEMENTS

11.1. FOURNITURES ET TRAVAUX TRADITIONNELS

Les fournitures doivent répondre aux spécifications des normes françaises.

L'exécution des travaux traditionnels est soumise aux dispositions du REEF (Recueil des éléments utiles à l'Établissement et à l'Exécution des projets et marchés de bâtiment en France) applicable au marché. Bien qu'il ne soit pas joint aux dossiers de marché, ni signé par les parties, il est réputé comme étant parfaitement connu de l'Entrepreneur et faite partie des documents contractuels du marché.

11.2. FOURNITURES ET PROCEDES NOUVEAUX OU NON TRADITIONNELS

Avant leur mise en œuvre, et en temps utile, l'Entrepreneur est tenu de :

- remettre l'avis Technique du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB) ou du SETRA pour la fourniture ou le procédé considéré,
- prévoir les dispositions d'exécution préconisées dans l'avis technique,

- justifier d'un avenant à sa police d'assurances, couvrant les risques supplémentaires inhérents à l'emploi de la fourniture ou du procédé non traditionnel.

L'emploi d'une fourniture ou d'un procédé de construction non traditionnel ou non agréé reste subordonné à une autorisation écrite, délivrée par la Maîtrise d'œuvre, avec l'accord du Maître de l'ouvrage, ce dernier pouvant la refuser sans avoir à en justifier.

Cette autorisation devra être demandée par l'Entrepreneur en temps voulu sous forme d'un dossier justificatif afin de ne pas retarder les travaux par le délai d'examen ou en cas de refus final.

11.3. ÉQUIVALENCE

Les marchés passés avec les entreprises sont des marchés publics.

Lors de la consultation, dans le cas où les documents particuliers prévoient la fourniture de matériaux, ou matériels d'origine et de marques déterminées, l'Entrepreneur peut répondre avec des fournitures équivalentes.

À noter qu'il faut entendre par "équivalent" la propriété de présenter, non seulement des caractéristiques techniques emprises géométriques égales, et encore des qualités architecturales acceptées (tels que matériaux, formes, gamme de couleur, état de surface, etc.). La maîtrise d'œuvre reste seul juge de l'équivalence et émettra un avis motivé.

Les appareils et matériaux devront être neufs, de la meilleure qualité, conformes aux dernières normes et prescriptions des DTU.

Les matériaux utilisés devront être conformes aux normes indiquées dans les CCTP des différents lots, en particulier pour les tolérances dimensionnelles, l'épaisseur, les caractéristiques techniques et de pérennité.

Il appartient à l'entreprise qui demeure seule responsable de ses travaux, de vérifier et de contrôler l'origine des matériels et appareillages, selon les caractéristiques et principes de fonctionnement.

L'acceptation d'un matériel par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre ne pourra en aucun cas dégager la responsabilité de l'Entrepreneur.

Les recommandations de produits énoncées dans les différents CCTP ne visent pas à une restriction vers une marque commerciale en particulier, mais vers des caractéristiques techniques particulières et vers une qualité de fabrication cautionnée et reconnue.

L'Entrepreneur du présent lot pourra proposer d'autres produits que ceux indiqués dans le présent CCTP mais devra respecter impérativement la similarité des caractéristiques techniques et esthétiques du produit évoqué.

Lorsque, exceptionnellement, il n'existerait pas de marque de qualité, il pourra être demandé la garantie de la conformité aux normes et aux spécifications du marché par un procès-verbal d'essais effectué par un organisme qualifié.

Les matériaux et produits utilisés dans l'exécution des travaux devront provenir de carrières, d'usines, et de fournisseurs préalablement soumis à l'agrément du Maître d'Œuvre en temps utile pour respecter le délai contractuel et au maximum dans un délai de quinze (15) jours ouvrables à compter de la notification du marché à l'entreprise.

L'Entrepreneur est tenu d'avertir le Maître d'Œuvre de la date des divers approvisionnements des matériaux et produits, de manière qu'il soit vérifié sur place, avant l'emploi des matériaux et produits, si la livraison correspond bien à la commande passée par l'Entrepreneur, en conformité avec les caractéristiques et origines des matériaux.

Les matériels et appareillages faisant l'objet d'un agrément ou d'un label de qualité, devront avoir obtenu celui-ci. Dans le cas où aucun label n'est défini, il sera exigé des fiches techniques et rapports des laboratoires agréés. L'emploi de matériaux ou procédés nouveaux sera subordonné à l'avis technique d'un organisme officiel et d'un bureau de contrôle.

Toute modification dans la liste du matériel accepté lors de la présentation des échantillons, devra faire l'objet d'un accord écrit du Maître d'Œuvre et du Maître d'ouvrage.

Tous les matériaux métalliques devront être protégés efficacement contre la corrosion.

Tous les matériels et matériaux devront avoir les caractéristiques de protection et le degré de réaction au feu requis selon l'utilisation des locaux et les risques présentés aux lieux où ils seront installés.

Chaque appareil sera installé de manière à être démonté et remonté sans démontage des autres appareils situés à proximité.

D'autre part, les matériaux installés de manière apparente, ne devront pas présenter d'inscription commerciale voyante. Dans le cas contraire, le Maître d'Œuvre pourra exiger que ces inscriptions soient occultées par un procédé qui nécessitera son agrément.

11.4. MARQUES ET REFERENCES

Les matériels "équivalents" présentés et mis en œuvre par l'entreprise devront l'être tant techniquement qu'esthétiquement.

Par équivalent technique, il faut comprendre :

- Caractéristique de tous les composants,
- Performances techniques identiques,
- Performances acoustiques au minimum identique,
- Caractéristiques de maintenance identique : ergonomie, choix des matériaux, nature des revêtements, état des surfaces, type de fixation, accès, facilité de réglage, facilité de démontabilité, ...

Par équivalent esthétique, il faut comprendre :

- La forme générale,
- Son occupation de l'espace,
- Ses matériaux constitutifs,
- Ses couleurs et finitions,
- Etc ...

12. ORGANIGRAMME SURETE

L'entrepreneur du Lot n°04 comprenant Menuiseries intérieures en collaboration avec les lots serrurerie, électricité sécurité, réalisera l'étude de l'organigramme qui sera soumis au Maître d'ouvrage.

Cet organigramme sera réalisé en collaboration avec le Maître d'ouvrage suivant ses directives et soumis à son approbation avant diffusion.

Cet organigramme sera rédigé accompagné de plans format A3 de chaque niveau avec repérage de chaque ouverture équipée d'un système de condamnation.

Les entreprises devront en tenir compte et harmoniser leurs fournitures.

Les commandes au fournisseur ne seront envisagées qu'après accord du Maître d'ouvrage.

Chaque entreprise devra prévoir dans son offre des canons de serrure provisoires sur organigramme pour la totalité des parties et toute la durée du chantier.

L'entrepreneur du lot Électricité Cfo/Cfa assurera la gestion et la coordination des dispositifs de sûreté.

13. PERIODE DE PREPARATION

Les entreprises doivent fournir, pendant la période dite de préparation avant synthèse et selon les instructions du Maître d'Œuvre, les précisions relatives aux ouvrages des corps d'état et dont l'exécution est liée à des sujétions communes à divers corps d'état, en particulier :

- niveau d'arase et nus bruts à respecter ;
- emplacements et définition de surcharges spéciales (massifs, socles, fers de suspente, appareils, etc.)
- emplacements et encombrements des canalisations, tuyauteries ou gaines ;
- dispositions et sujétions à prévoir (supports, trous, taquets, percements, scellements, rebouchage des trous, des trémies, etc.) ;
- cheminement de matériel lourd ou volumineux.

Les plans de chaque spécialiste étant établis à partir de ceux de l'Architecte et des Bureaux d'études, toutes les Entreprises, sans exception, sont tenues, après examen attentif des documents de signaler et remettre à celui-ci une note détaillée contenant leurs observations sur les erreurs, omissions relevées sur ces documents avant l'établissement de tous dessins de détails de construction.

14. ECHANTILLONS

Après désignation des Entreprises attributaires des marchés, pendant la période dite « de préparation », l'Architecte fournira à l'Entrepreneur, une liste détaillée des éléments qu'il juge indispensable à présenter et ce sans supplément de prix.

Avant passation de leurs commandes et au plus tard à la fin de la période de préparation du chantier, tous les Corps d'État doivent présenter au Maître d'Œuvre les échantillons, modèles ou maquettes des différents matériaux, matériels et ensembles dont ils prévoient l'emploi.

Seront également jointes leurs spécifications techniques, de façon à ce que les décisions prises, adoptions ou refus, n'aient aucune influence sur le planning.

Ceux-ci jugés indispensables par l'Architecte, devront être modifiés s'il y a lieu, sur injonction de celui-ci ou d'un membre de la Maîtrise d'Œuvre, jusqu'à complet accord de ceux-ci.

Tous les échantillons, modèles ou maquettes pourront, après le choix et à la demande du Maître d'Œuvre, être conservés sur le chantier durant l'exécution des travaux, de manière à servir de référence.

Les frais relatifs à cette présentation font partie intégrante du forfait de chaque entreprise, celle-ci restant propriétaire en assurant la reprise après réception des travaux.

Faute d'avoir souscrit à cette présentation, le Maître d'Œuvre se réserve le droit d'imposer les matériaux correspondants aux documents contractuels. Si du fait de l'Entreprise, le changement d'un matériau entraînait des retards sur le planning, ces retards lui seraient pleinement imputés.

Les échantillons sont listés respectivement pour chaque lot, dans un paragraphe dédié des CCTP.

15. PROTOTYPES

Tels qu'ils sont définis dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) des prototypes « Grandeurs réelles » d'éléments de construction seront demandés à certains corps d'état pour permettre au Maître d'Œuvre et au Contrôleur Technique, l'examen des éléments avant fabrication en série.

Les éléments seront montés sur le site, dans les conditions de mise en œuvre définitive y compris les raccordements aux ouvrages de leur environnement.

Tous les frais relatifs à cette présentation font partie intégrante du forfait de l'Entreprise.

L'Entreprise reste propriétaire des prototypes et têtes de série, elle en assure le démontage et le transport après où avant réception des travaux.

Il est demandé notamment des prototypes de cloisons bois acoustiques, panneau acoustiques, habillage bois en aluminium anodisé satin, etc.

Sur demande du Maître d'Œuvre et préalablement au lancement de la fabrication, l'Entrepreneur exécutera le ou les prototypes demandés.

Les prototypes seront présentés sur chantier (et mis en place si nécessaire) à l'approbation du Maître d'Œuvre qui pourra préciser les modifications à apporter.

Afin de permettre au Maître d'œuvre et au Maître de L'Ouvrage de faire un choix de nuances de couleurs par rapport au choix initial des couleurs et de finition des matériaux, l'entrepreneur sera tenu de présenter :

- Tous Les échantillons demandés par le Maître d'œuvre ou le Maître de L'Ouvrage, sans limitation numérique du nombre d'échantillons.
- La gamme complète de coloris du fabricant pour chaque produit.

Le tout accompagné des notices techniques afférentes et dans les délais nécessaires pour ne pas porter atteinte au bon avancement du chantier.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de demander à l'entreprise de changer de fournisseur dans le cas où la gamme de produit proposée ne lui conviendrait pas.

Aucune commande de matériau ne pourra être passée par l'Entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation des échantillons correspondants n'a pas été confirmée par écrit par le Maître d'Œuvre.

16. ÉTALONNAGE DES TEINTES

Les prototypes principaux serviront d'étalons pour les teintes des matériaux et le type de finition de l'ensemble des ouvrages de l'opération.

L'objectif étant de garantir une continuité des teintes et une qualité d'aspects de l'ensemble des ouvrages du projet.

17. ÉTABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'EXECUTION, APPROBATION

17.1. COTES DES PLANS

L'Entrepreneur est tenu de vérifier avant toute exécution, toutes les cotes portées sur les plans qui lui sont fournis par le Maître d'Œuvre. Aucune mesure ne doit être prise à l'échelle métrique sur les plans, sauf sur les dessins à grandeur d'exécution.

17.2. NOTES DE CALCULS – DOCUMENTS TECHNIQUES

L'Entrepreneur doit établir à sa charge, d'après les plans, notes et détails de la Maîtrise d'Œuvre, ses propres plans d'exécution et de chantier, d'usine, de détails, calepinages ou épures, notes de calculs, notices explicatives, tracés et joindre toutes justifications nécessaires (en particulier les fiches techniques correspondantes) à la parfaite réalisation de l'ouvrage. Ces documents doivent être soumis avant toute exécution à l'examen ou aux visas de l'Architecte, du Bureau d'Études Techniques et du Contrôleur Technique.

17.3. APPROBATION

L'Entreprise devra intégrer dans son dossier tous les commentaires ou modifications qui lui parviendront de la part de la Maîtrise d'Œuvre et du Bureau de Contrôle.

Lorsque le dossier présenté sera jugé acceptable (sans remarque majeure), l'entreprise établira un "Bon pour exécution" (B.P.E) sur la base du dernier indice de plan visé sans observation (V.S.O.) par la Maîtrise d'Œuvre et le Bureau de Contrôle.

Les plans d'exécution seront remis à la Maîtrise d'Œuvre jusqu'à l'obtention du Visa Sans Observation (V.S.O.).

17.4. ÉTABLISSEMENT ET DIFFUSION DES PLANS

L'Entreprise devra les exemplaires des plans, notes de calculs et notices explicatives nécessaires à leur approbation.

La codification, le routage, le nombre exact de diffusion et le délai dans lequel doivent être remis les documents seront précisés pendant la période de préparation.

17.5. PLANS DE SYNTHÈSE

L'Entreprise devra également participer à l'établissement des plans de synthèse, des tracés des réseaux, passages de gaines, câbles, etc., colorés et cotés.

17.6. REPRODUCTION DES DOCUMENTS DE CHAQUE ENTREPRISE

Les frais de reproduction des documents, plans, fiches techniques, etc... nécessaires au Maître de l'Ouvrage, à la Maîtrise d'Œuvre et au Contrôle Technique sont pleinement à la charge de chaque Entreprise et compris dans le prix de soumission.

La totalité des documents, plans, notes de calculs, documents divers sera diffusée à l'Architecte, Bureau d'études et au Bureau de contrôle sur support papier et/ou numérique selon demande.

18. SYNTHÈSE

Toutes les entreprises doivent participer à la cellule de synthèse.

La présence des entreprises est nécessaire à la bonne tenue des réunions de synthèse dont la fréquence sera définie en début d'exécution.

Les plans (format .pdf et .dwg) dont la synthèse a préalablement été faite au sein même du lot devront être mis à disposition sur la plateforme collaborative, de type onedrive.

La mise en place de la plateforme collaborative pendant toute la durée du chantier sera à la charge exclusive de l'architecte.

19. NOTE GENERALE SUR LES CONTROLES

Connaissance des pièces écrites

Il est rappelé à chaque Entrepreneur qu'ils sont tenus de prendre connaissance de l'ensemble des CCTP des autres corps d'état, la méconnaissance de ces pièces ne pourra être admise comme justification pour une demande de supplément de prix.

En qualité de spécialiste, l'Entrepreneur doit vérifier que les prestations prévues à son CCTP permettent de satisfaire aux prescriptions des DTU et aux normes en vigueur et joindre ses observations par écrit à sa proposition.

Cette vérification doit avoir lieu également avant la signature du marché. Après signature du marché, il ne sera plus admis aucune réclamation.

L'Entrepreneur fournira au Maître d'Œuvre et au Maître d'Ouvrage tous les détails d'exécution qu'il se propose de réaliser, sur la base des dessins et documents figurant au dossier marché. Il s'inspirera des dessins et coupes types figurant au DTU.

Documents réglementaires

Tous les ouvrages seront exécutés suivant les DTU, cahiers des charges, et normes établies par le CSTB en vigueur à la date de la signature du marché.

Les matériaux, éléments et ensembles utilisés répondront aux qualités fixées par les normes en vigueur et devront être conformes aux DTU et règlements.

Dans tous les cas, l'Entrepreneur est censé connaître et appliquer l'ensemble des règles de l'art. Les travaux devront respecter les prescriptions des documents propres à chaque Lot.

Modifications des règlements

Ne seront pas considérés comme travaux supplémentaires, les modifications imposées par les organismes de contrôle et notamment en cas d'application des règlements de sécurité, des normes, des textes de lois et des règles de l'art en vigueur à la remise de l'offre par l'Entreprise.

Pour l'ensemble des documents, l'Entrepreneur se conformera à la dernière édition ou mise à jour parue à la date de son offre. Pour l'ensemble des documents, les dates de parution et de mise à jour ne sont mentionnées qu'à titre indicatif.

Si toutefois une modification à une norme ou à un règlement intervenait après la date du marché, il appartiendrait à l'adjudicataire, sous sa seule responsabilité, d'en informer Le Maître d'Œuvre, par écrit, éventuellement avec accusé de réception (ou sur le compte-rendu de chantier) en précisant les conséquences techniques et financières résultant de cette modification. Le Maître d'Œuvre soumettra la proposition, avec éventuellement l'avis motivé du Bureau de Contrôle, au Maître d'Ouvrage, qui prendra la décision nécessaire.

Autocontrôle

L'entreprise doit assurer son propre autocontrôle. En début de chantier, l'entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre.

Tous les contrôles internes nécessaires dans les différentes phases de préparation et d'exécution des travaux, ainsi que les étapes d'essais avant réceptions seront programmés et respectés.

Le contrôle interne (Loi du 4 janvier 1978) auquel sont assujetties les Entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'Entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux Normes Européennes (N.E) et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché ;
- au niveau du stockage, l'Entrepreneur s'assurera que celui de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques, soit convenablement protégé ;
- au niveau de l'interface entre les corps d'état, chaque intervenant vérifiera, tant au niveau de la conception de l'exécution, que les ouvrages exécutés ou à réaliser par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations ;
- au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'Entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux Documents Techniques Unifiés (D.T.U) et/ou règles de l'art, ainsi qu'aux spécifications acoustiques ;
- au niveau des essais, l'Entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par les Documents Techniques Unifiés (D.T.U), les règles professionnelles, les éventuels essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites respectives à chaque lot et les contrôles acoustiques intermédiaires indiqués.
- Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans des Procès-Verbaux (P.V), qui seront transmis pour examen à la Maîtrise d'Œuvre et au Contrôleur Technique.

Chaque lot devra obligatoirement faire procéder aux essais et vérifications techniques de tout ordre qui lui incombent, selon dispositions de l'article R111.40 du décret 78.1146 du 7 décembre 1978.

En ce qui concerne les installations techniques, les Entreprises devront effectuer, à leur charge, préalablement à la réception, les essais et vérifications de fonctionnement mentionnés dans le document du Comité des Organismes de Prévention et de Contrôle.

Les Procès-Verbaux (P.V) devront être rédigés sous la forme définie dans le document technique COPREC et adressés à la Maîtrise d'Œuvre ou au Contrôleur Technique avant la réception.

NOTA : L'intervention d'un Contrôleur Technique étant prévue par les documents contractuels, l'Entrepreneur sera tenu, à tout moment de son intervention (étude, exécution, période de garantie), de se conformer aux Avis, directives et instructions des représentants habilités du Contrôleur Technique.

Les essais demandés par la Maîtrise d'Œuvre, puis, éventuellement, par la Commission de Sécurité auront lieu, lorsque les essais des entreprises seront achevés et concluants ; les procès-verbaux (P.V) correspondants ayant été transmis à la Maîtrise d'œuvre.

20. FORMALITES PRELIMINAIRES, OBTENTION DES AUTORISATIONS

a) Le constat contradictoire de démarrage de chantier, ainsi que le mode de réception des supports pour les Entreprises se succédant sur celui-ci sont définis dans les CCTP respectifs.

b) L'Entrepreneur est tenu, avant tout commencement d'exécution et à sa diligence, risques, périls et frais, de remplir auprès des services publics qualifiés, toutes les formalités résultant des lois, décrets, arrêtés et règlements en vigueur.

L'Entreprise est réputée s'être assurée de la faisabilité et des incidences des travaux envisagés ainsi que leur compatibilité avec les ouvrages existants environnants.

c) L'Entrepreneur utilisant des engins ou appareils bruyants est tenu de prendre toutes les précautions nécessaires afin de respecter les prescriptions en vigueur et/ou imposées par les textes suivants :

- le décret du 18 avril 1969, concernant l'insonorisation des engins de chantier ;
- l'arrêté du 11 avril 1972, concernant les moteurs à explosion ou à combustion interne et les groupes moto compresseurs ;
- l'arrêté du 4 novembre 1975, concernant les brise-béton et les marteaux piqueurs ;
- l'arrêté du 26 novembre 1975, concernant les groupes électrogènes de soudage ;
- l'arrêté du 10 décembre 1975, concernant les groupes électrogènes de puissance.

21. PRISE DE POSSESSION DES LIEUX – RECEPTION DES SUPPORTS

Les intervenants prendront possession des lieux dans l'état où ils se trouvent lors de la notification leur prescrivant de commencer les travaux.

Les corps d'états réceptionneront les ouvrages sur lesquels ils sont appelés à intervenir et feront part de leurs réserves.

Lesdites réserves devront être consignées dans le constat contradictoire établi en amont de l'intervention de l'Entreprise.

Lors de l'établissement de ce constat, l'Entrepreneur doit s'assurer que les supports sont aptes à recevoir les travaux prévus à son marché et que leur état est compatible avec les obligations de résultat qui lui sont imposées.

Les Cahiers des Charges des Documents Techniques Unifiés (D.T.U) et les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) précisent les tolérances, planimétries, états de surface, arases, etc..., des différents ouvrages à exécuter.

Après coup, l'Entreprise ne sera plus admise à formuler de réserves, excepté pour vice caché.

L'exécution des travaux sans réserve écrite implique, ipso facto, l'acceptation des supports et aucune réclamation de tout genre ne pourra être formulée à ce titre par la suite ni après la réception des travaux.

En cas de réserves, l'Entrepreneur devra coordonner avec le responsable en cause des réserves tous les travaux nécessaires à la levée de celles-ci.

L'Entrepreneur prendra possession du terrain dans l'état où il se trouve, avec les différents réseaux, poteaux, ouvrages, chambres de tirages existants, des réseaux humides et secs, GRDF, ERDF, ORANGE, etc..., à ce jour connus ou non passant en aériens ou en enterrés sur l'emprise du terrain, les différents réseaux laissés en attente, les voiries, etc..., ainsi que l'ensemble des servitudes existantes sur le site.

Dès réception de l'Ordre de Service N°1, l'entreprise adressera les DICT (déclaration d'intention de commencement des travaux) aux différentes administrations et concessionnaires. Ces DICT devront être renseignés par les différentes administrations et concessionnaires avant toute intervention sur le site.

Il avertira tous les concessionnaires et les autres administrations avant tous travaux effectués sur l'emprise de ces réseaux, à proximité de ces éventuels réseaux et suivra les instructions de ceux-ci.

Il prendra à sa charge tous les frais correspondants au dévoiement des réseaux, des chambres de tirages, des regards, des candélabres et des poteaux nécessaires pour la bonne exécution de ses travaux.

En outre, dès l'Ordre de Service N°1, l'entreprise implantera la position des réseaux laissés en attente et reportera les différentes coordonnées (3 dimensions) sur un plan de récolement.

La prise de possession du terrain fera l'objet d'un procès-verbal d'acceptation, sans réserve, signé par l'entrepreneur.

Canalisations existantes :

L'attention de l'Entrepreneur est attirée sur le fait qu'il devra vérifier qu'aucunes canalisations autres que celles à conserver ou à dévier, ne traversent le terrain.

Dans le cas contraire, toutes les précautions (pontages, etc.) devront être prises pour éviter d'endommager ces canalisations, en cas de détérioration leur réparation sera à la charge de l'Entrepreneur, de même que leur déplacement si nécessaire.

Fouilles :

Aucune prescription archéologique particulière n'est imposée. Toutefois, il est rappelé que toute découverte fortuite de vestiges pouvant intéresser l'archéologie, devra être déclarée sans délai au Maire de la Commune.

22. PRESTATIONS D'INTERET COMMUN ET PRORATA

Le compte prorata concerne uniquement les prestations d'intérêt commun non prévues à la notice d'organisation de chantier.

Le Gestionnaire chargé de la tenue du compte est :

- l'entrepreneur titulaire du Lot n°01 (Installation de chantier / Curage / Gros-CŒuvre)

Le compte-prorata est géré et mis en place par l'entrepreneur du Lot n°01.

L'ensemble des entrepreneurs participe au compte-prorata.

Les dépenses entrant dans le compte prorata sont celles définies dans le tableau en Annexe 1. Ce compte prorata sera géré par l'Entrepreneur du Lot n°01.

Ce dernier devra établir, dès le début du chantier, une convention inter-entreprises précisant, d'accord entre les parties, le contenu, le financement et le fonctionnement du compte prorata.

Les dispositions de cette convention ne pourront pas être en contradiction avec le CCAG-Travaux dernière édition ou le CCAP du SECRETARIAT GENERAL DES MINISTRES ECONOMIQUES ET FINANCIERS.

23. INSTALLATIONS DE CHANTIER

23.1. PANNEAU DE CHANTIER

Au nombre de trois.

Construction, mise en peinture, mise en place, déplacements éventuels, enlèvement en fin de chantier, incombent à l'entreprise du Lot n°01 sous-lot Installation de chantier / Démolition / Gros-oeuvre.

Ces panneaux, réalisés conformément aux instructions de la Maîtrise d'ouvrage, comporteront les informations habituelles et réglementaires :

a) sur un panneau de 4,00 m de hauteur X 3,00 m de largeur :

- Nature de l'opération et durée probable du chantier + texte explicatif complémentaire que pourrait souhaiter le Maître d'ouvrage, logo et toutes autres informations,
- Maîtrise d'ouvrage,
- Maîtrise d'œuvre,
- Bureau de contrôle,
- Coordonnateur sécurité, protection de la santé,
- L'OPC

b) le second panneau identique indiquera :

- Les entreprises,
- Les sous-traitants éventuels,

c) le panneau d'Autorisation d'Urbanisme.

Implantation, réalisation et pose à charge du lot N°01 (Sous Lot Installation de chantier / Démolition / Gros-œuvre).

Le panneau de chantier sera maintenu en l'état par l'entreprise et déplacé si nécessaire en accord avec le Maître d'ouvrage.

23.2. BASE VIE DE CHANTIER

L'installation de la base vie est à la charge du Lot n°01 (Installation de chantier / Curage / Gros-Œuvre).

Elle prévoit un cloisonnement provisoire des espaces dédiés au chantier et au personnel des entreprises pour la création d'une salle de réunion, un espace réfectoire et un vestiaire.

L'équipement de cette dernière est également à la charge du lot n°01.

23.3. NETTOYAGE DU CHANTIER

En règle générale, les nettoyages sont effectués dans les conditions fixées aux pièces constitutives du marché pour une tenue constante du chantier en parfait état de propreté.

A cet effet, durant toute la durée des travaux, l'Entreprise titulaire de l'installation du chantier devra faire à ses frais et chaque fois qu'il sera nécessaire :

- Le nettoyage hebdomadaire du chantier pendant toute la durée des travaux
- Le nettoyage hebdomadaire des installations de chantier pendant toute la durée des travaux
- La mise en dépôt dans les bennes, suivant un principe de tri-sélectif (prévoir 3 bennes), de tous les gravais et déblais provenant de l'exécution des travaux, en un endroit désigné d'un commun accord avec le Maître d'ouvrage et l'entreprise.
- Les déchets de chantier devront être gérés et enlevés par l'entreprise, d'une manière strictement conforme à la réglementation.

- La mise en place et l'évacuation de bennes (location, gestion et frais de déchargement à la charge de l'entreprise),
- La protection des ouvrages exécutés ou des équipements ou matériels installés.

NOTA : Suivant l'état du chantier, le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire exécuter par l'entreprise de son choix des travaux de nettoyage supplémentaires, si le nettoyage périodique apparaissait insuffisant aux frais et dépens de l'entreprise déficiente. **Au cas où ces nettoyages ne seraient pas exécutés, les travaux seront faits par un tiers à la demande du Maître d'œuvre et aux préjudices et frais de l'Entreprise.**

Pendant la durée du chantier

Les voies accédant au chantier seront maintenues propres et sans obstacle pendant la durée des travaux de même que les circulations intérieures et extérieures, ainsi que tous types de locaux utilisés par les entrepreneurs du chantier, y compris les locaux de la base vie mis à disposition.

Le chantier devra être maintenu en permanence en état de propreté : les gravois seront sortis chaque jour hors du bâtiment, ainsi que les déchets de construction, composants, matériaux et emballages divers par chaque entreprise.

Un nettoyage général sera effectué toutes les semaines par l'entreprise pendant tout le chantier. Les frais inhérents à ces nettoyages seront imputés au compte prorata s'ils ne peuvent être individualisés.

Toutes précautions seront prises par l'entreprise pour éviter la dispersion sur le site des produits à évacuer. L'aire de stockage des matériels et matériaux sera également maintenue en état de propreté.

Vols et détérioration

Pendant toute la durée du chantier et jusqu'à la réception, les entreprises sont pleinement responsables de leurs ouvrages dont elles doivent la protection, l'entretien, la réparation, le remplacement, et toutes opérations nécessaires et suffisantes à une livraison en parfait état.

24. INSTALLATIONS COMMUNES

Les installations communes, de type bennes, sont à la charge du Lot n°01 (Lot Installation de chantier / Curage / Gros-CŒuvre) pour toute la durée du chantier jusqu'à la réception.

25. INSTALLATIONS PRIVATIVES

Les installations privatives spécifiques à chaque entreprise autres que les installations communes à charge du Lot n°01 sont à la charge des lots concernés.

Les emplacements seront arrêtés en accord avec le Lot n°01, la Maîtrise d'Œuvre, la Maîtrise d'Ouvrage, l'OPC et le Coordonnateur SPS.

Les emplacements de stockage et les baraquements sont toujours attribués à titre précaire et sont donc susceptibles d'être modifiés pendant la durée du chantier. Ces déplacements successifs sont compris dans le forfait.

26. ALIMENTATIONS DU CHANTIER

Les alimentations du chantier s'effectueront depuis les existants. Les consignations, les coffrets de chantier ainsi que leur entretien seront mis en place par le lot lot n°06 CFO-CFA.

27. ECLAIRAGE DU CHANTIER

L'installation comprendra de façon distincte :

- Les installations nécessaires aux besoins du chantier,
- Les installations d'éclairages de circulation intérieure et extérieure,
- Les installations spécifiques nécessaires aux divers corps d'état,

Les escaliers, dégagements et tous locaux y compris gaines techniques qui ne bénéficient pas d'un éclairage naturel seront éclairées en permanence pendant les heures d'ouverture du chantier.

L'installation et son entretien seront à la charge de l'entreprise du lot n°06 CFO-CFA qui respectera les obligations imposées par les textes en vigueur.

Les installations pour les besoins des cantonnements et bureaux de chantier, sont à la charge du Lot n°06 (CFO/Cfa/SSI)

28. INSTALLATIONS SANITAIRES DU CHANTIER

Un bloc sanitaire sera mis à disposition des compagnons des entreprises au 1^{er} étage.

Une adaptation préalable des existants est prévu à la charge du lot n°07 CVC / Plomberie afin d'avoir le nombre suffisant des sanitaires.

Voir le PIC CHANTIER transmis par l'Architecte.

29. ACCES ET CIRCULATION INTERIEURE AU SITE

Voir le plan de principe d'installation de chantier et chapitres précédents (§7,8,9,10,11,12)

30. SIGNALISATION EXTERIEURE :

Voir le plan de principe d'installation de chantier et chapitres précédents (§7,8,9,10,11,12).

31. DEMARRAGE DE CHANTIER

31.1. CONDITIONS DE REALISATION DES TRAVAUX

Les travaux seront réalisés en « chantier clos » tel que défini par le décret de Décembre 93.

Les Entrepreneurs peuvent visiter les lieux d'exécution des travaux. Une visite des lieux sera programmée pendant la période de consultation afin d'estimer les contraintes d'accès au site

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du dossier de consultation, l'Entrepreneur doit relever sur place, tous les renseignements (moyens d'accès, voisinage, etc) qui sont nécessaires pour établir son prix forfaitaire.

Il doit avoir apprécié toutes les sujétions découlant de la situation du chantier, et notamment :

- des moyens de communication et de transport sur les différents sites ;
- des itinéraires et cheminements obligatoires ;
- des lieux d'extraction et d'approvisionnement en matériaux ;
- des conditions de stockage ;
- des ressources en énergie et en eau ;
- des lieux de décharge pour les gravois ;
- des possibilités d'installation du chantier ;

- des précautions de propreté et d'entretien des abords du chantier ; ainsi que des espaces mis à disposition
- De la configuration des locaux
- De la configuration du terrain et des abords,
- Des conditions climatiques et autres données physiques.

En aucun cas, les Entrepreneurs ne peuvent prétendre à un supplément sur leur prix forfaitaire par suite des difficultés d'accès, d'organisation de chantier ou toute autre contrainte due aux existants mitoyens de toutes natures.

Les offres des entreprises seront donc contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

En résumé, l'Entrepreneur est donc réputé avoir connaissance de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

31.2. ORGANISATION DU CHANTIER

Pilotage et coordination

Le suivi des travaux est assuré l'architecte et les bureaux d'Etudes.

Réunions de chantier

Les réunions de chantier sont dirigées par le Maître d'œuvre qui en rédige et diffuse les comptes rendus. Leur périodicité est hebdomadaire.

Chaque semaine, l'entrepreneur apportera les informations suivantes qui seront inscrites au procès-verbal :

- L'avancement du planning,
- Le taux de réalisation des diverses parties d'ouvrages,
- La liste des sous-traitants présents sur le chantier,
- Le nombre de personnels de chantier présents sur le site.

Identification du personnel

Tous les personnels des entreprises présents sur le site devront porter, de façon visible, l'identification individuelle faisant apparaître sans ambiguïté :

- La raison sociale de l'entreprise,
- Le nom de la personne.

Toute personne ne respectant pas cette prescription sera considérée en infraction et exclue du chantier.

32. GARDE DES OUVRAGES CONFIES

Chaque entreprise est responsable de la garde de ses ouvrages pendant toute la durée du chantier allotis.

33. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES HYGIENE ET SECURITE APPLICABLES AU PROJET

Les Entrepreneurs seront soumis aux prescriptions d'hygiène, de sécurité, et de santé sur le chantier.

Il appartient à chaque entreprise titulaire, co-traitante ou sous-traitante, de faire respecter à tous ses ouvriers (permanents ou intérimaires), les règles d'hygiène, de sécurité et de santé telles que définies dans les décrets et les différents textes d'application.

Il est rappelé que chaque entreprise est concernée par ces règles et qu'elle doit tout mettre en œuvre pour que la sécurité et la santé soient toujours intégrées dans l'exécution de toutes ses tâches sur le chantier.

Dès qu'il y a interactivité entre les tâches, les entreprises concernées doivent également tout mettre en œuvre pour se conformer aux règles de sécurité et de santé.

L'Entrepreneur se conformera au Plan Général de Coordination (PGC).

Il établira son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) avant le démarrage de ses travaux en coordination avec le CSPS.

Les Entreprises adjudicataires devront remettre leurs PPSPS à la signature du marché.

Conformément à la loi, l'Entrepreneur doit se conformer aux exigences du coordonnateur SPS et tenir compte de ses demandes, sans supplément de prix. L'Entrepreneur doit inclure dans son offre les coûts des dispositions nécessaires au respect de la législation dans ce domaine.

Protections contre les risques de chute :

Tous les ouvrages de protection contre les risques de chute, jusqu'à la mise en place des ouvrages définitifs, sont à la charge de chaque Entrepreneur.

Ces ouvrages seront réalisés conformément aux règles de sécurité en vigueur. L'Entrepreneur reste responsable de l'entretien et du maintien en place de ces ouvrages jusqu'à l'achèvement total des ouvrages TCE et la mise en sécurité définitive.

34. DECHETS DU CHANTIER

Les Entrepreneurs tiennent compte de toutes les prestations qui sont indiquées dans le plan général de coordination et des frais en découlant qui sont à leur charge.

La mise en place et l'évacuation des bennes autant que de besoin de l'ensemble des lots est à la charge du lot n°01.

Concernant l'organisation du stockage et de l'évacuation des déchets non dangereux, qui relèvent du Lot n°01, les dispositions ci-après, doivent être appliquées.

L'Entrepreneur du Lot n°01 met en place la gestion différenciée des déchets sur le site dont :

- L'installation des bennes par nature de déchets : DIB, cartons, bois, ferrailles ...
- une signalétique particulière indiquant devant chaque contenant (bennes) ou aire de dépôt, la nature des déchets à déposer – la signalétique comportera pour chaque catégorie de déchet un pictogramme représentatif
- le nettoyage régulier aux abords des aires de dépôts de déchets.

34.1. LA PRE-COLLECTE

Chaque Entrepreneur organise l'évacuation de ses déchets, de manière à respecter les conditions de tri par catégorie de déchets.

Les cartons sont pliés afin d'optimiser le volume de la benne et donc le nombre de rotations.

Chaque Entrepreneur prévoit les contenants et équipements pour collecter et stocker les déchets dangereux qu'il a produits, dans le respect de la réglementation en vigueur.

34.2. LE STOCKAGE PROVISOIRE SUR LE CHANTIER

Le stockage provisoire de déchets sur le site est réalisé de manière à :

- respecter la santé et la sécurité des travailleurs
- éviter la pollution des sols et des eaux en respectant les règles de conditionnement, notamment pour les déchets dangereux

34.3. LE CONTROLE DE LA QUALITE DES DECHETS

L'Entrepreneur du Lot n°01 contractant avec un prestataire de collecte et traitement de déchets, a pour mission :

- d'informer en permanence les autres entrepreneurs du chantier, des consignes de stockage et d'évacuation des déchets,
- de contrôler le respect des consignes de stockage et d'évacuation des déchets décrits dans le plan général de coordination.

35. TRAIT DE NIVEAU

Le trait de niveau servant à tous les corps d'état sera tracé par l'entrepreneur du lot n°01.

Il en assure l'entretien pendant la durée des travaux jusqu'à la fin du chantier. Il sera donc reporté et tracé autant de fois qu'il sera nécessaire.

Il s'assure que le produit employé ne risque pas d'apparaître au travers des finitions. Sur les subjectiles restant bruts le trait de niveau devra être nettoyé.

36. PERCEMENTS, SCELLEMENTS ET REBOUCHEMENTS

36.1. RESERVATIONS ET REBOUCHEMENTS

Il est rappelé que toutes les canalisations électriques ou de CVC seront réalisées en encastré, soit dans les ouvrages en béton, soit incorporées aux structures des différentes cloisons.

Les fourreaux et réservations sont toujours fournis par l'Entrepreneur qui incorpore une canalisation. Les pré-platines à incorporer sont toujours fournies par l'entrepreneur qui réalise l'ouvrage à sceller.

Matériaux	Trous réservés ou mise en place de fourreaux	Bouchements et raccords	Calfeutrement
1/Dans le béton	Par le lot 01, à ses frais, dans la mesure où des indications précises lui ont été fournies à temps. Les trous sont livrés décoffrés aux autres lots.	A la charge et aux frais du lot 01. Le lot 01 devra, au préalable, s'assurer que les fourreaux nécessaires ont bien été mis en place par les entrepreneurs concernés.	Lot 01 et Fluides
2/ Dans les Revêtements fixés mécaniquement ou collés	Seront toujours exécutés, y compris percements, par l'Entrepreneur spécialiste du revêtement, ceci à ses frais dans la mesure où des indications précises lui ont été fournies à temps.		
3/ Dans les planchers et plafonds	Seront toujours exécutés à ses frais par l'Entrepreneur du lot, selon indications fournies par le demandeur dans la mesure où des indications précises lui ont été fournies à temps.		
4/ Dans les cloisons légères	Chaque lot	Par chaque lot : exécution soignée avec parement impeccable, sinon réfection par le lot cloisons, à la charge du lot responsable.	Chaque lot

Les réservations et fourreaux pour le passage des diverses canalisations dans les ouvrages béton et en maçonnerie sont dues par l'Entrepreneur du Lot n°01. Les réservations et fourreaux pour le passage des diverses canalisations dans les ouvrages de cloisonnement sont dues par l'Entrepreneur du Lot n°03. Sous réserve toutefois que les renseignements soient fournis en temps utile et pendant la période de préparation par l'Entrepreneur du lot

concerné. Faute de quoi, elles seront exécutées par le Lot n°01 ou le Lot n°04, aux frais de l'Entrepreneur défaillant du lot concerné.

La fourniture des caissons de coffrages, tasseaux, boîtes de scellement, négatifs, etc. nécessaires pour les réservations, sera à la charge de l'Entrepreneur Lot n°01 suivant localisation.

Chaque Entrepreneur sera tenu de s'assurer que les réservations demandées ont été prévues par les lots en charge des réservations suivant le tableau ci-dessus, conformément aux plans remis, et il devra le cas échéant, signaler immédiatement au Maître d'œuvre toute inexactitude ou omission qu'il aurait constatée.

Toutes les réservations qui n'auraient pas été réservées au coulage ou à la préfabrication, seront obligatoirement exécutées par le Lot n°01, et les frais en seront supportés :

- Par l'Entrepreneur du corps d'état concerné dans le cas où son plan de réservation serait incomplet ou inexact.
- Par l'Entrepreneur du Lot n°01 dans le cas d'une omission ou erreur de sa part.

Mêmes spécifications pour ce qui est des réservations mal positionnées le cas échéant.

Les prix de chaque Entrepreneur comprennent tous les essais, réglages et nettoyages après exécution des travaux. Tous les rebouchages définitifs seront impérativement réalisés par le lot qui a réalisé le support.

Les règles DTU sont applicables pour la longueur maximale des saignées au sein d'une même cloison (suivant composition de la cloison). Les saignées seront obligatoirement faites à la rainureuse.

Les règles concernant les fixations aux structures devront être respectées. Chaque Entrepreneur de corps d'état secondaire devra ses trous, ses fixations et ses scellements. Il en est de même pour tous les rebouchages et les calfeutrements.

Les percements dans les maçonneries et béton seront impérativement réalisés par le spécialiste.

Fourreaux :

Dans tous les éléments de structure ou de cloisons, chaque entreprise doit la mise en place de fourreaux pour assurer le passage de ses canalisations.

L'entrepreneur devra araser ses fourreaux à 25 mm des sols et murs finis des ouvrages traversés et le calfeutrement entre fourreaux et canalisations sera assuré par produits du type Gainolac ou techniquement équivalent pour en assurer l'étanchéité. Ce produit devra être compatible avec les exigences :

- De stabilité dans le temps,
- D'efficacité acoustique,
- De comportement au feu.

Incorporations d'éléments dans parois et structures béton :

La fourniture et la mise en place d'éléments divers tels : gaines, fourreaux, tubes, rails d'ancrage, douilles, etc... avant coulage ainsi que la surveillance de leur bonne tenue au cours des opérations de coulage et de décoffrage, l'entreprise devant apporter tous ses soins à la bonne conservation de ces éléments pendant toute la durée de ces travaux.

Cas d'impossibilité de réservations ou incorporations :

Le Maître d'œuvre et le Bureau de Contrôle peuvent refuser tout percement qu'ils jugeraient dangereux pour l'ouvrage, et toutes solutions de remplacement qu'ils jugeraient insuffisantes ou inesthétiques.

L'Entrepreneur défaillant supportera toutes les conséquences de ce refus et devra prendre toutes dispositions pour aboutir à une solution valable.

Rebouchages, calfeutrements :

Tous les rebouchages sont dus par chaque Entrepreneur, à l'exception du rebouchage dans les ouvrages en béton qui seront réalisés par le Lot n°01.

Les rebouchages dans le béton seront exécutés obligatoirement au mortier de type PREGYCOLLE 120 de chez LAFARGE ou équivalent, l'emploi de plâtre est prohibé.

De manière générale, les rebouchages devront être de même constitution que la paroi dans lequel ils sont situés.

Les rebouchages devront être réceptionnés sans réserve par le lot PEINTURE. Si les rebouchages fait par un Entrepreneur ne sont pas d'une qualité acceptable, le Maître d'Œuvre se réserve le droit d'imposer que ces rebouchages soient effectués par le Lot n°01 sous partie GROS-ŒUVRE, aux frais de l'Entrepreneur défaillant.

36.2. SCELLEMENTS

Chaque Entrepreneur exécutera ses propres scellements, dans toute nature de matériau. Si le Maître d'œuvre estime les scellements mal exécutés (dans le béton armé en particulier), il en chargera, sans autre formalité l'Entrepreneur ayant mis en œuvre le matériau support.

Tout scellement devra être en retrait pour permettre le raccord effectué par l'Entrepreneur chargé du revêtement.

36.3. TROUS NON RESERVES

Si les renseignements fournis sont trop tardifs ou erronés, et s'il y a lieu de ce fait de percer après coup des trous, ce travail sera exécuté par l'Entrepreneur du Lot n°01, aux frais du lot demandeur.

Le Maître d'œuvre se réserve formellement la possibilité de refuser tout percement dangereux pour l'ouvrage et toute solution de remplacement qui seraient techniquement insuffisants ou même simplement inesthétiques. L'Entrepreneur défaillant devra alors supporter toutes les conséquences de ce refus, et prendre à ses frais toutes les dispositions nécessaires pour aboutir à une solution valable et acceptée par le Maître d'œuvre.

Les réseaux sont réalisés par des câbles noyés dans les planchers : les percements ou fixations après coup sont interdits. Les Entrepreneurs concernés doivent prévoir au coulage la fourniture et la mise en place de taquets, douilles, etc.

37. SCELLEMENTS HUISSERIES

Les huisseries destinées à être incorporées dans les ouvrages en béton, en maçonnerie ou en cloisons seront proprement approvisionnées sur le chantier, par l'entreprise concernée.

La pose et le scellement des bâtis est à la charge :

- Du lot n°01 pour incorporation dans tout ouvrage en béton ou en maçonnerie
- Du lot n°03 pour incorporation dans tout ouvrage en plâtrerie.

38. JOINTS DE DILATATION

Les entreprises devront tenir compte de toutes sujétions dues à la présence de joints de dilatation indiqués ou non sur les plans. Ceux-ci seront en conformité avec les règles parasismiques.

39. RECEPTION DES SUPPORTS

Chaque Entrepreneur devra procéder à la réception des supports sur lesquels il doit intervenir, quels qu'ils soient. En tout état de cause, le fait d'entreprendre le travail le rendra seul responsable des reprises nécessaires en cas d'insuffisance du résultat.

Chaque entrepreneur procédera, à une réception des supports avant pose de ces ouvrages. Les supports devront être plans et stables, l'Entrepreneur est tenu de s'informer de la nature des supports, ainsi que des sujétions ultérieures pouvant lui être imposées.

Avant toute exécution, les Entrepreneurs devront le nettoyage et le dépoussiérage du support qui devra être débarrassé de toutes traces, gravats et déchets, et ensuite réceptionner les supports.

En cas de contestation, les supports seront remis en état par le lot incriminé suivant localisation, conformément aux normes, puis vérifiés et acceptés sans réserve.

Pendant la phase Gros Œuvre, les Entrepreneurs sont tenus de vérifier périodiquement les supports et d'informer le Maître d'Œuvre de leur qualité, par écrit ou au cours des réunions de chantier.

A la suite de la réception des supports, aucune réclamation ultérieure ne sera plus admise. L'Entrepreneur demeurera seul responsable des malfaçons ultérieures et ne pourra se prévaloir du mauvais état du support dans le cas d'une mauvaise tenue ou présentation de son ouvrage.

Tout commencement de pose par l'Entrepreneur équivaut à une acceptation sans réserve des supports.

40. MALFAÇONS

Dans tous les cas où les caractéristiques exigées ne seraient pas obtenues, l'Entrepreneur devra reprendre l'exécution des ouvrages incriminés.

41. LISTE DES DOCUMENTS CONSTITUTIF DU DOSSIER

Acte d'Engagement (A.E.)

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P. MOE)

Cahiers des Clauses Techniques Communes (C.C.T.C. MOE)

Plan Général de Coordination Sécurité (P.G.C.)

Rapport Initial du Contrôleur Technique (R.I.C.T.)

Rapports Diagnostic amiante avant travaux (DEKRA)

ANNEXES

Transmission des factures via le service d'échange électronique EDIFLEX

PIÈCES GRAPHIQUES

PLANS GÉNÉRAUX

1.0 PLAN DE SITUATION

Plans état des lieux

- 1.1.1 Plan - État des lieux RDC
- 1.1.2 Plan - État des lieux R+1
- 1.1.3 Plan - État des lieux R+2
- 1.1.4 Plan - État des lieux R+3
- 1.1.5 Coupe transversale EDL

Plans Démolition

- 1.2.1 Plan Démolition / GO R+1
- 1.2.2 Plan Démolition / GO R+2
- 1.2.3 Plan Démolition / GO R+3

Plans projet

- 1.3.1 Plan PROJET RDC
- 1.3.2 Plan PROJET R+1
- 1.3.3 Plan PROJET R+2
- 1.3.4 Plan PROJET R+3
- 1.3.5 Coupe tranversale PROJET

Plans cloisons

- 1.4.1 Plan cloisons R+1

- 1.4.2 Plan cloisons R+2
- 1.4.3 Plan cloisons R+3

Plans faux-plafonds

- 1.5.1 Plan faux-plafonds RDC
- 1.5.2 Plan faux-plafonds R+1
- 1.5.3 Plan faux-plafonds R+2
- 1.5.4 Plan faux-plafonds R+3

Plans revêtement de sol

- 1.6.1 Plan revêtement de sol RDC
- 1.6.2 Plan revêtement de sol R+1
- 1.6.3 Plan revêtement de sol R+2
- 1.6.4 Plan revêtement de sol R+3

Plans revêtements muraux

- 1.7.1 Plan revêtements muraux RDC
- 1.7.2 Plan revêtements muraux R+1
- 1.7.3 Plan revêtements muraux R+2
- 1.7.4 Plan revêtements muraux R+3

Carnet de détails – 1/50 à 1/5

- 2.1 Détail structure bois atrium
- 2.2 Détail structure bois atrium
- 2.3 Détail structure bois atrium
- 2.4 Détail coupe atrium
- 2.5 Détail cloisons acoustique 1/2
- 2.6 Détail cloisons acoustique 2/2
- 2.7 Détail cloisons vitrées serrurerie
- 2.8 Détail cloisons vitrées amovible
- 2.9 Détail cloison mobile Mur 1
- 2.10 Détail cloison mobile Mur 2
- 2.11 Détail cloison mobile Mur 3
- 2.12 Détail cloison mobile Mur 4
- 2.13 Détail cloison mobile Mur 5
- 2.14 Détail cloison mobile Mur 6
- 2.15 Détail jonction menuiserie/cloison
- 2.16 Détail sanitaires
- 2.17 Détail salle de restauration 1/2
- 2.18 Détail salle de restauration 2/2
- 2.19 Détail Grille à ventelles / Caisson 1/2
- 2.20 Détail Grille à ventelles / Caisson 2/2

Plans Sécurité

- 3.2 Plan R+1 SSI
- 3.3 Plan R+2 SSI
- 3.4 Plan R+3 SSI
- 3.5 Notice de sécurité incendie ¼

- 3.6 Notice de sécurité incendie 2/4
- 3.7 Notice de sécurité incendie 3/4
- 3.8 Notice de sécurité incendie 4/4

Plans PIC CHANTIER

- 4a Plans de principe d'installation chantier RDC
- 4b Plans de principe d'installation chantier R+1

STRUCTURE

- 24-18549 A PHRDC COFFRAGE
- 24-18549 B PHR+3 COFFRAGE
- 24-18549 C Détails& coupes COFFRAGE

ÉLECTRICITÉ CFO-CFA

- LIAND PRO PLN 006 001 -Niveau RDC – Aile NORD
- LIAND PRO PLN 006 002 -Niveau RDC – Aile SUD
- LIAND PRO PLN 006 003 -Niveau R+1 – Aile NORD
- LIAND PRO PLN 006 004 -Niveau R+1 – Aile SUD
- LIAND PRO PLN 006 005 -Niveau R+2 – Aile NORD
- LIAND PRO PLN 006 006 -Niveau R+2 – Aile SUD
- LIAND PRO PLN 006 007 -Niveau R+3 – Aile NORD
- LIAND PRO PLN 006 008 -Niveau R+3 – Aile SUD
- + Étude d'éclairage SCENEO

ÉLECTRICITÉ SSI

- LIAND PRO PLN 006 009 -Niveau R+1 – Aile NORD
- LIAND PRO PLN 006 010 -Niveau R+2 – Aile NORD
- LIAND PRO PLN 006 011 -Niveau R+2 – Aile SUD
- LIAND PRO PLN 006 012 -Niveau R+3 – Aile NORD
- LIAND PRO PLN 006 013 -Niveau R+3 – Aile SUD
- Annexe : recette câblage existant

CVC – PBS

- LIAND PRO PLN 007 001 -Niveau RDC – Aile NORD CRV
- LIAND PRO PLN 007 002 -Niveau RDC – Aile SUD CRV
- LIAND PRO PLN 007 003 -Niveau R+1 – Aile NORD CRV
- LIAND PRO PLN 007 004 -Niveau R+1 – Aile SUD CRV
- LIAND PRO PLN 007 005 -Niveau R+2 – Aile NORD CRV
- LIAND PRO PLN 007 006 -Niveau R+2 – Aile SUD CRV
- LIAND PRO PLN 007 007 -Niveau R+3 – Aile NORD CRV
- LIAND PRO PLN 007 008 -Niveau R+3 – Aile SUD CRV
- LIAND PRO PLN 007 009 -Niveau R+1 – Aile NORD Plomberie sanitaire
- LIAND PRO PLN 007 010 -Niveau R+2 – Aile NORD Plomberie sanitaire
- LIAND PRO PLN 007 011 -Niveau R+2 – Aile SUD Plomberie sanitaire
- LIAND PRO PLN 007 012 -Niveau R+3 – Aile NORD Plomberie sanitaire
- LIAND PRO PLN 007 013 -Niveau R+3 – Aile SUD Plomberie sanitaire
- LIAND PRO PLN 007 014 -Implantation PAC – Niveau RDC
- LIAND PRO PLN 007 015 -Synoptique installation de chauffage/ rafraîchissement
- LIAND PRO PLN 007 016- - Schémas de principe Production Chauffage/ rafraîchissement

PIÈCES ÉCRITES

CCTC

CCTP - Cahier des Clauses Techniques et Particulières

- LOT 01 – Installation de chantier / Curage / Gros-œuvre
- LOT 02 – Serrurerie / Cloison vitrée
- LOT 03 – Menuiserie bois / aménagements menuisés
- LOT 04 – Cloison / Doublage / Faux-plafond / Soffites
- LOT 05 – Revêtements durs / Sols souples / Peinture / Nettoyage
- LOT 06 – Électricité CFO-CFA / SSI
- LOT 07 - CVC / Plomberie sanitaire
- LOT A – Mobilier
- LOT B – Décoration végétale

Note et Notices techniques

- B.1_46 LIANDIER - PRO - Tableau des surfaces - IND 0 23.12.2024
- B.2_46LIANDIER_PRO_NoticeAcoustique
- B.3_46LIANDIER__Planning_PRO_V0 du 18.12.2024
- B.4_46LIANDIER_PRO_Cahier des charges fonctionnel SSI
- B.5_46LIANDIER_PRO_Note analyse technique (complément)